



## Commentaires du chef de la délégation de l'Église orthodoxe russe à la XI<sup>e</sup> Assemblée du Conseil œcuménique des églises



**Service de communication du DREE, 31.08.2022.** Le métropolite Antoine de Volokolamsk, président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, chef de la délégation de l'Église orthodoxe russe à la XI<sup>e</sup> Assemblée du Conseil œcuménique des églises (31 août – 8 septembre 2022, Karlsruhe, Allemagne), a publié des commentaires à suite à la déclaration du président de la République fédérale d'Allemagne, F.-W. Steinmeier, qui, dans son discours à l'ouverture du forum, a exprimé des doutes sur le bien-fondé de la participation de la délégation de l'Église orthodoxe russe.

Le 31 août, pendant l'ouverture de l'Assemblée, devant les membres du forum réunis, F.-W. Steinmeier, président de la République fédérale d'Allemagne, a prononcé un discours dans lequel il a exprimé ses doutes sur le bien-fondé de la participation de la délégation de l'Église orthodoxe russe à l'Assemblée du CCEE.

Le discours du président allemand contenait des accusations sans fondement, ne tenant aucun compte

des efforts humanitaires du Patriarcat de Moscou dans le contexte du conflit en Ukraine. Le président a explicitement exigé de l'Assemblée du CŒE une condamnation de l'Église orthodoxe russe.

Je considère les propos de M. Steinmeier comme une forme de pression grossière de la part d'un représentant haut placé des autorités de l'État sur la plus ancienne organisation interchrétienne, comme une immiscion dans les affaires internes du Conseil œcuménique des églises, comme une remise en question du caractère pacifique et de la neutralité politique de ses activités.

Significativement, l'archiprêtre Ioan Sauca, secrétaire général intérimaire du CŒE, intervenu juste avant Monsieur le Président, a souligné l'importance de la présence à l'Assemblée de représentants du Patriarcat de Moscou : celle-ci découle de la vocation de la plus grande des organisations interchrétiennes, qui est de contribuer au dialogue, à la paix et à la concorde.

Cette position de la direction du Conseil œcuménique des églises, exprimée publiquement, de même que les nombreux messages de délégués de l'Assemblée du CŒE d'Allemagne et d'autres États à l'adresse de l'Église russe, témoignent que les accusations du président de la RFA n'ont pas obtenu le soutien qu'il espérait.

J'espère que le Conseil œcuménique des églises restera un espace de dialogue indépendant, qui ne suivra pas le cours imposé par certains pays, mais œuvrera à l'instauration de la paix et de la concorde.